



Universität Zürich

Institut für Völkerrecht und ausländisches Verfassungsrecht

Rämistrasse 74/36

CH-8001 Zürich

Tel. +41 44 634 20 31

Fax +41 44 634 49 93

thuerer@ivr.uzh.ch

www.ivr.uzh.ch

Professeur

Dr Dr h.c. Daniel Thürer,

LL.M. (Cambridge)

Curriculum vitae

Les lignes qui suivent sont l'expression de mon opinion que le droit international ne doit pas seulement se baser sur la théorie, mais aussi être enraciné dans les cultures et pratiques démocratiques et libérales des pays qui constituent la communauté internationale. De plus, la « science » du droit international peut, à mon avis, jouer un rôle plus important et légitime si elle se fonde sur la coopération avec d'autres disciplines. C'est dans cet esprit que j'aimerais apporter ma sincère contribution dans ce domaine.

1. Études

- Gymnase classique (latin et grec) à Saint-Gall; maturité en 1964.
- Études en droit (et économie) aux Universités de Zurich, Genève, Saint-Gall et Cambridge ; licence en droit (summa cum laude) à l'Université de Zurich en 1970 ; LL.M. à l'Université de Cambridge en 1974 ; doctorat en droit (summa cum laude) à l'Université de Zurich en 1974.
- Adjoint scientifique (« Referent ») à l'Institut Max Planck de droit international et de droit public comparé à Heidelberg, 1976-1979.
- Visiting Scholar à la Harvard Law School, Cambridge (MA), 1979-1981.

2. Position académique

- Depuis 1983, je suis professeur de droit international, droit européen, droit public suisse et droit constitutionnel comparé à l'Université de Zurich. En 1989, j'ai succédé au Professeur Dietrich Schindler (chaire antérieurement occupée, entre autres, par les Professeurs Dietrich Schindler sen. et Max Huber). Je suis directeur de l'Institut de droit international public et de droit constitutionnel comparé ainsi que directeur fondateur de l'Institut de droit européen (dont les fonctions sont l'enseignement et les recherches en droit européen,



l'organisation de conférences comme l'annuel « Churchill symposium » organisé avec l'Ambassade de la Grande-Bretagne en Suisse) à l'Université de Zurich. De 1998 à 2000, j'ai été le Doyen de notre Faculté.

- Dr.rer. publ.h.c. de l'Université de Saint-Gall (2001).
- S'agissant des relations universitaires à l'extérieur, j'ai été professeur invité (« visiting professor », c'est-à-dire pour enseigner et pour faire des recherches) de plusieurs Universités: à Saint-Gall (1983/85) ; à Harvard (1989 et 2002) ; à Hongkong (2000, « Distinguished Visiting Professor ») ; à Fribourg (1986-92) ; à Genève (2006/2007) ainsi qu'à Cambridge (Herbert Smith Visiting Program) (2008). En 2008, j'ai donné un cours à l'Académie du Droit International à La Haye portant sur le sujet « International Humanitarian Law: Theory and Practice ». Envisagé: en Australie 2009 et autres.
- Conférences à Fribourg (1986-1992) ; à l'Université européenne de Florence 2001 ; Université de Trier (Allemagne) (Cours donné sur la démocratie directe) (2007/08) ; à l'Université de Poznan (Pologne) (Séminaire sur le droit des minorités) ; à Panthéon-Assas (Paris II) (Cours donné sur l'Intégration européenne : Idées de base) (2008) ; et autres.
- J'ai conseillé d'autres Universités et institutions académiques lors de nominations de professeurs et d'évaluations (les cas les plus récents sont: Peer Commission concernant l'organisation à l'Institut Universitaire des Hautes Etudes Internationales de Genève (2004) ; Graz (2005) ; Genève (2007 et 2008) ; l'Institut Universitaire européen de Florence (2007) ; Salzbourg (2008).
- Je suis membre de la Commission consultative de l'Institut Max Planck à Heidelberg, membre du Conseil du Walther-Schücking-Institut für internationale Recht, Kiel, et je suis de plus membre de la Commission d'éditeurs de l'« Encyclopedia of Public International Law » (Institut Max-Planck de droit international public et du droit public comparé). En 2001, j'ai été nommé membre du « Advisory Board of Concord Research Center », School of Law, Israel. Depuis 2005, je suis consultant et Professeur honoraire de l'Université « Gujarat National Law » (Inde).

3. Fonctions publiques pratiques

- Conseiller juridique du Canton d'Argovie 1981-1983 ; mes tâches compartaient des décisions de recours, la rédaction des lois et des ordonnances ainsi que des rôles de conseil auprès du Gouvernement dans de multiples questions de droit.
- Membre ordinaire de la Cour constitutionnelle de la Principauté du Liechtenstein (1989-2000) ; rédaction de décisions dans un grand nombre de cas par année.
- Activités dans la « dimension humanitaire » de l'OSCE (missions aux Etats Baltes, en Tchécoslovaquie et en Slovaquie après la séparation ; missions importan-



tes en Ukraine et Moldavie concernant un nouveau système constitutionnel pour la Moldavie).

- Juge d'instruction et membre de la Commission stratégique du Département Fédéral de la Défense (concernant, entre autres, des questions de droit international comme la neutralité, les droits de l'homme etc.).
- Président fondateur de la Section Suisse de la Commission Internationale des Juristes (1991), ensuite membre de la Commission Internationale (1994) et depuis lors membre de son comité exécutif (participation à des conférences à Berlin).
- Board of Commissioner of the UN Claims Commission Kuweït v. Irak (1992).
- Membre de la Cour de Conciliation et d'Arbitrage de l'OSCE 1996-2001 ; d'abord en tant que membre suppléant de la Cour d'Arbitrage et ensuite comme membre de la Commission de Conciliation.
- Président de la Fondation « Liberales Institut ».
- Membre de la Cour d'Arbitrage à La Haye depuis 2004.
- **Membre du Comité international de la Croix-Rouge (CICR)** depuis 1991, dont j'étais le président de la commission juridique de 1996 à 1999. J'ai été représentant officiel du CICR (en fonction de Vice-président) à la Conférence antimine en Thaïlande en 2003, en Inde en 2004, à la Conférence Commonwealth en Nouvelle-Zélande en 2007 ainsi que rapporteur du CICR en « Developments in International Humanitarian Law » à la Conférence Internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge à Genève en 2007. Par ma fonction de membre du CICR, j'ai participé à des missions aux États baltes, en Russie, au Zimbabwe, en Zambie, au Timor oriental, en Inde, à Rome (Conférence diplomatique concernant la création de la Cour Internationale Pénale), en Australie (deux missions), en Allemagne, en Birmanie, au Cambodge, aux Philippines et autres.
- Présidence de « Moot Courts » en Russie et Biélorussie en 1998 et 2000.
- Vice-président du Comité Prix Reuter depuis 1999.
- Membre de la Commission d'experts pour une révision totale de la Constitution Fédérale Suisse.
- Membre de la Commission (Internationale) d'experts indépendants Suisse-Deuxième Guerre Mondiale 2000-2001.
- **Représentant de la Suisse à la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance** du Conseil de l'Europe depuis 2004 : rédaction d'une multitude de documents en cause ; missions au Danemark et à Monaco ; missions envisagées en Europe centrale et de l'Est.
- Président fondateur de la Section Suisse de la Commission Internationale des Juristes (1991), ensuite membre de la Commission Internationale (1994) et de-



puis lors membre de son comité exécutif (participation à des conférences à Bangkok et à Berlin).

- Rapporteur à Bangalore à la conférence de New Delhi en 2007, tenue au « Forum of Federations ».
- Commission d'experts concernant le statut juridique de l'OSCE (2006/07).
- Initiateur et vice-président de la fondation CONVIVENZA pour la protection internationale des minorités.
- **Membre de l'Institut de droit international.**

S'agissant de mes fonctions publiques, j'ai conseillé des autorités publiques (Parlement, Gouvernement, instances administratives etc.) à maintes reprises ; les cas les plus récents sont des avis à l'intention de la Commission de politique étrangère du Conseil national (Initiative concernant les droits des étrangers, position de la Suisse concernant le Kosovo), d'un membre du Gouvernement Fédéral (Kosovo) et du Département Fédéral de Justice et Police (question de savoir s'il était opportun de changer du système moniste au système dualiste en ce qui concerne les relations entre le droit international public et le droit national en Suisse) et groupe d'expert concernant des questions de non-proliférations des armes nucléaires. Je suis également membre du jury du Département des Affaires Etrangères qui sélectionne les futurs diplomates. J'ai également conseillé des Autorités d'Etats étrangers comme le Parlement polonais en 1983 et le Bundestag allemand en 2006 dans des questions de démocratie directe.

4. Publications et fonctions d'éditeur

J'ai beaucoup publié dans les domaines du droit international, droit européen et droit public (comparé). Une de mes ambitions méthodologiques est d'intégrer des éléments transdisciplinaires (voir la liste des publications ci-jointe).

Ont été publiés plus récemment:

- Daniel Thürer, *Völkerrecht als Fortschritt und Chance – Grundidee Gerechtigkeit*, Band 2, Zürich/Baden-Baden, 2009;
- Thomas Buergenthal et Daniel Thürer, *Menschenrechte – Ideale, Instrumente, Institutionen*, Zürich/Baden-Baden 2009;
- Daniel Thürer and Zdzislaw Kedzia (eds.), *Managing Diversity – Protection of Minorities in International Law*, Zürich 2009;
- mon cours, tenu à l'Académie de La Haye (« International Humanitarian Law: Theory and Practice »);



- Daniel Thürer, Kosmopolitisches Staatsrecht – Grundidee Gerechtigkeit, Band 1, Zürich 2005;
- Verfassungsrecht der Schweiz – Droit constitutionnel suisse (avec Jean-François Aubert et Jörg Paul Müller), Zürich 2001;
- Perspektive Schweiz – Übergreifendes Verfassungsdenken als Herausforderung, Zürich 1998.

Les prochaines publications sont prévues dans les domaines du droit européen d'intégration, le droit international humanitaire et droit constitutionnel.

Enfin, en ce qui concerne ma fonction d'éditeur, je suis membre du Board of editors de la Encyclopedia of Public International Law et de trois revues juridiques (Revue de droit suisse ; Revue suisse de droit international et de droit européen ; Archiv des Völkerrechts).

5. Conférences

J'ai organisé des conférences, comme par exemple :

- Au sein de notre Institut de droit international public et droit constitutionnel comparé sur la neutralité (avec la Ministre des Affaires étrangères et Présidente de la Confédération) ; sur le rôle des diplomates (avec la Ministre des Affaires Etrangères) ; sur les minorités en droit international (« Managing Diversity ») avec des experts internationaux ; sur les relations transfrontalières des unités subnationales (avec des parlementaires et ministères fédéraux) ; sur la « guerre » contre le terrorisme et les limites du « rule of law » ; sur le « Human Trafficking », en collaboration avec OSCE ; un séminaire avec le Professeur Luzius Wildhaber (ancien Président de la Cour européenne du Droits de l'Homme).
- Au sein de l'Institut européen, des séminaires sur la Convention européenne des droits de l'homme.

6. Associations professionnelles

- Association Zurichoise des juristes (Président 1989-91)
- Société Suisse de Droit international (Membre du Comité)
- Société Suisse des Juristes
- Membre de la Section suisse de l'Association de droit international
- Membre de l'Institut suisse de recherches internationales



- Société Suisse de politique étrangère (membre du Comité consultatif)
- Section Suisse de la Commission des Juristes (Président 1991-95)
- Harvard Club of Switzerland
- Membre du « Curatorium » de la Fondation Harvard Law School.
- Schweizerische Helsinki Vereinigung (membre du Comité)
- Vereinigung der Deutschen Staatsrechtslehrer (membre du Comité 1988-2000)
- Deutsche Gesellschaft für Völkerrecht (président du Comité depuis 2009)
- Gesellschaft Schweiz-Liechtenstein (membre du Comité depuis 1992)
- Membre de l'Institut de droit international

7. Discours-clés

- À la Conférence internationale sur le fédéralisme portant sur « Federalism and Foreign Policy » à Saint-Gall (2002) ;
- Comme représentant du Comité international de la Croix-Rouge au « Fifth Meeting of the States Parties to the Ottawa Convention » à Bangkok (Discours inaugural tenu par Son Altesse Royale la Princesse Maha Chakri Sirindhorn) ; en autre cours portant sur la droit international humanitaire à Bangkok (2003) ;
- Au « Fifth Meeting on the Convention on the Prohibition of the Use, Stockpiling, Production and Transfer of Anti-Personnel Mines and on their Destruction » à Bangkok (2003) ;
- Au meeting annuel de l'Indian Society of International Law concernant « International Humanitarian Law: Contemporary Challenges » (2004) ;
- À la Conférence sur le droit international humanitaire, organisée par le « Collège d'Europe » à Bruges, Belgique (2005) ;
- Discours-clé sur les nouveaux développements en droit international humanitaire à Wellington (2007) ;
- À la Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge portant sur le droit international humanitaire, à Genève (2007).

8. Langues

Allemand, français, anglais.